

Du 23 au 27 février s'est tenu au Mali, et pour la première fois, un Forum mondial sur la souveraineté alimentaire. La Suisse était représentée par SWISSAID et Uniterre. Ce droit à la souveraineté alimentaire est, pour SWISSAID justement, au centre de sa campagne annuelle *La faim n'est pas une fatalité*.

Photo : Tina Goethe, SWISSAID



Des représentants des peuples de bergers du Sahel et des Etats du Sud-Ouest asiatique ont discuté de leurs perspectives d'avenir au sein d'un groupe de travail.

ur des petits feux, des femmes maliennes préparent les repas des 500 participants du forum. Des cultivateurs, des pêcheurs, des vendeurs et des consommateurs venus de tous les pays se sont rendus à Sélingué, au Mali, pour élaborer ensemble, durant cinq jours, un programme commun de «souveraineté alimentaire». Pour ce premier forum mondial, un village a été érigé. A l'issue de la manifestation, «Nyéléni» sera reconverti en un centre pour la société civile malienne. Des caillots aux cabines d'interprétation en passant par les cuisines, tout a été construit avec des matériaux locaux. Cette tentative de mettre en application l'objet même des débats durant la manifestation distingue le forum des habituelles conférences internationales.

LES INITIATEURS DU FORUM MONDIAL POUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

Le forum de Nyéléni a été organisé par le mouvement paysan international Via Campesina, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), le Forum international des pêcheurs, l'association de consommateurs Food and Water Watch, les Amis de la terre internationale et la Marche mondiale des femmes. La manifestation a reçu de nombreux soutiens, dont celui de SWISS-

L'eau est détournée au profit des grands exploitations | Au vu de la situation catastrophique de l'alimentation et de l'agriculture paysanne dans le monde, l'échange entre petits producteurs est devenu indispensable. Les récits des participants sont effrayants : tous, qu'il s'agisse du pêcheur canadien, de la paysanne colombienne ou de l'éleveur malien, luttent pour leur survie.

A Java, en Indonésie, Kun Hadi cultive des oranges sur 3000 m². Mais les plantations voisines de palmiers à huile, qui appartiennent à une grande entreprise, détournent son eau, et le niveau de la nappe phréatique baisse. En dehors de la saison des pluies, il n'a plus de quoi arroser ses oranges.

A Sélingué, au Mali, le riziculteur Karamoko Kané se bat contre les importations de riz de Thaïlande et du Vietnam : ce riz importé, vendu l'équivalent de 50 centimes le kilo, est 30 % moins cher que celui malien, malgré les coûts de transport et les taxes.

Les produits locaux ne peuvent pas concurrencer ceux de l'agriculture intensive, telle qu'elle est promue par les accords de libre-échange, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Si les petits producteurs ne se défendent pas, ils seront marginalisés. Les 500 participants au forum font tous le même constat : «Notre patrimoine et nos capacités à produire des aliments sains, de qualité et en abondance sont menacés.»

Acheter local | Pour cette raison, la déclaration finale, adoptée à l'unanimité après

sance et de la défense de la souveraineté alimentaire un objectif politique prioritaire. Le chemin qui mène à cette souveraineté passe par l'établissement d'alliances, avant tout entre producteurs et consommateurs. Il faut renforcer les marchés locaux et la confiance des consommateurs dans les produits locaux. Les denrées alimentaires ne peuvent pas être produites en un lieu quelconque du globe et vendues à un prix unique sur toute la planète. Les méthodes de production varient en fonction de la situation géographique et font partie intégrante du patrimoine culturel.

Pour lire la Déclaration finale du forum, rendez-vous sur le site www.nyeleni2007.org (en français et en anglais) ou sur le site www.swissaid.ch

Tina Goethe

QU'EST-CE QUE LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE ?

L'acception «souveraineté alimentaire» a été proposée par Via Campesina il y a dix ans. Elle désigne le droit d'un peuple, d'un pays ou d'une région à définir lui-même sa politique en matière d'alimentation et d'agriculture, en particulier à se protéger contre les importations à bas prix, sans nuire lui-même aux autres peuples.